

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

PÓLROZCZNIENIE..... 16 fr.

ROZCZNIENIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROZCZNIENIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La Balkanisation de la Baltique

Les informations les plus récentes concernant les affaires balliques donnent nettement l'impression d'une activité considérable de la part de la Grande-Bretagne. En Esthonie notamment et en Lithuanie, il semble que les Anglais n'aient attendu que les dernières décisions des Alliés en matière de politique russe pour mettre en œuvre, avec une hâte extrême, des plans économiques élaborés de longue date. Leurs consortiums de finance et de négoce paraissent résolus à exploiter méthodiquement les ressources diverses de ces régions.

Nous n'avons garde de contester à la Grande-Bretagne le droit de mettre à profil les possibilités qui s'ouvrent devant elle. Mais il est douloureux, pour plus d'une raison, que l'on puisse attendre d'une pareille politique économique des résultats de nature à simplifier les problèmes balliques. Tout au contraire, il est fort probable qu'ils ne feront qu'en aggraver les complications.

D'une façon générale, il semble que le règlement de ces problèmes doit être laissé aux pays qu'ils touchent directement. La Russie, qui ne peut pas se suffire avec la baie finnoise, et la Pologne, qui ne peut pas se suffire avec Dantzig, sont poussées également par des nécessités impérieuses à rechercher une solution. Peuvent-elles, là-dessus, se mettre d'accord? Rien n'interdit de le penser. Il est aisé, en tout cas, d'imaginer un règlement qui accommoderait leurs intérêts respectifs en sauvegardant ceux des riverains de la Baltique. Elles ne sont disposées ni l'une ni l'autre à éterniser l'état de guerre pour un litige de ce genre.

Or, si quelque chose est propre à compromettre ces chances de conciliation, c'est bien l'immixtion de l'étranger et la politique de comptoirs. On gâtera tout si l'on confond le littoral ballique et son hinterland avec une colonie d'Afrique ou d'Asie. C'est la meilleure méthode pour transformer des litiges locaux en conflits européens, et pour rendre impossibles les arrangements qu'imposent à la longue les nécessités de voisinage.

L'Allemagne le sait bien. C'est pourquoi je ne sache pas que sa presse se soit encore plainte de la politique qu'y poursuivent avec tant de ténacité, depuis des mois, les représentants et agents britanniques.

Les pays balliques sont le domaine qui demanderait de la part de l'Europe occidentale la politique la plus disciplinée et la plus rigoureusement homogène. Si les Alliés ne peuvent réussir à y coordonner loyalement leur action, il ne leur reste qu'un moyen d'éviter la balkanisation de la Baltique, c'est de laisser aux pays directement en cause, et en premier lieu à la Russie et à la Pologne, le soin d'élaborer eux-mêmes sur place les solutions réellement appropriées aux besoins de ces régions.

LA SITUATION TERRITORIALE DE LA POLOGNE

Martyre par son passé, admirable par son présent, la nation polonaise a recouvré son indépendance à l'issue de la lutte sanglante et victorieuse à laquelle elle a pris part dans des conditions épouvantables et injustes et qui a confondu sous les mêmes drapeaux tant de peuples vaillants. Depuis sa résurrection, la Pologne donne à l'Europe et au monde entier l'impression d'une réelle puissance et d'une force effective. Il suffit de regarder une carte de l'Europe présente, telle que l'ont modifiée les clauses du Traité de Versailles, pour se rendre compte que la Pologne reconnaissante participe avec le meilleur de ses forces à l'œuvre de consolidation de la paix et que la sécurité universelle dépend beaucoup des garanties territoriales données à l'Etat polonais.

Il n'existe pas en Europe deux nations dont les intérêts soient plus diamétralement opposés que ceux de la Pologne et de l'Allemagne; ils se heurtent partout et plus violemment que les intérêts français et allemands dans la zone rhénane; ils se contredisent aussi bien dans la région de Gdansk (Dantzig), qu'en Prusse Orientale, que dans les Marches de Lithuanie, qu'en Haute-Silésie.

Ce n'est pas par amour de l'éloquence, ou pour reprendre une formule absolument justifiée de Maurice Barrès que la Pologne est proclamée le grand bastion de l'ordre, la citadelle de la liberté à l'est européen; il suffit, en effet, de voir l'Allemagne poursuivre clairement et énergiquement au delà de ses frontières orientales actuelles la politique séculaire des Chevaliers teutoniques, continuée par les Hakatistes et autres agents du pangermanisme.

Un Etat, voisin d'un Reich ambitieux et désireux de revanche, une Pologne menacée d'une invasion « rouge » ne peut vivre que protégée par des frontières solides et par une étroite union économique et militaire avec les Lettons, les Lithuaniens et les Roumains. Avant d'aborder la question des Frontières de la Pologne, il convient de se rendre compte de la composition territoriale de ce pays, déterminée par l'acte diplomatique de Versailles; il sera facile ensuite de montrer la nécessité de certaines défenses historiques et naturelles à la fois, basées sur le principe des nationalités et établies d'après les vœux des populations.

Dans l'œuvre de reconstitution de la Pologne occidentale, le principe historique a été abandonné par les diplomates qui ont également refusé, malgré l'avis de la France, de reconnaître le point de vue ethnographique.

La Pologne actuelle comprend :

1° Tous les districts qui formaient l'ancienne province prussienne de Posnanie, composée des régences de Poznan (Posen) et de Bydgoszcz (Bromberg), sauf les districts de Filchne (Wielm),

de Schwerin (Skwierzyzna), de Meseritz (Mien-dzyrzec) et de Frauenstadt (Wschowa), laissés à l'Allemagne;

2° En Prusse occidentale (Westpreussen), dans la régence de Gdansk (Dantzig) les districts côtiers de Puck (Putzig) et de Weycherowo (Neustadt), ceux de Kartuzy (Karihaus), de Koscierzyna (Berent), de Tezew (Dirschau), de Starogrod (Preussisch Stargard), Gdansk formant avec son territoire environnant un Etat libre sous le contrôle de la Société des Nations; dans la régence de Kwidzyn (Marienwerder), tous les districts, exception faite de ceux de Walcz (Deutsch Krone) en entier, de Czluchow (Schlochau) et de Zlotow (Flatow) en partie, restés à l'Allemagne et de ceux de Susz (Rosenberg), Sztum (Stuhm), de Kwidzyn (Marienwerder) et de Malborg (Marienburg) soumis au prochain plébiscite;

3° Toute l'ex-province de Galicie autrichienne, y compris la partie orientale, dont la possession fut pendant de longs mois contestée à la Pologne;

4° Tout l'ancien « Royaume » constituant la Pologne russe sous l'empire des Tsars et comprenant les gouvernements de Varsovie, Plock, Kalisz, Piotrkow, Kielce, Radom, Lublin, Siedlce, Lomza, Suwalki (sauf la partie nord), auxquels il faut ajouter le gouvernement de Chelm, formé en 1912 de quelques districts détachés des gouvernements de Lublin et de Siedlce;

5° Les anciens gouvernements de Grodno et de Wilno en Lithuanie, de Minsk en Ruthénie Blanche et quelques districts habités par une population polonaise compacte en Wolhynie et en Podolie.

La Pologne est actuellement intéressée au plus haut point par le résultat des prochains plébiscites auxquels sont soumis quatre districts de la Pologne occidentale, la régence d'Olsztyn (Allenstein) en Prusse Orientale, la régence d'Opole (Oppeln) en Haute-Silésie et la Silésie de Cieszyn (Teschen). Le règlement définitif de ces problèmes ethnographiques et économiques, qui ne dépend que d'un vote des populations, préoccupe d'avantage les Polonais que la question des frontières septentrionale et orientale qui est restée en suspens en raison de l'absence de rapports entre les Alliés et les Bolcheviks. Les pourparlers seraient peut-être près d'aboutir si tous les Etats de l'Entente se ralliaient une fois pour toutes au projet de faire de la Pologne la déléguée des Alliés dans l'Est européen et si le gouvernement des Soviets reconnaissait — comme il a prétendu en avoir l'intention — la légitimité des revendications polonaises.

Le gouvernement de Varsovie n'attache du reste qu'une importance relative à la proposition de paix des Bolcheviks; il jugera en temps utile l'opportunité d'une réponse ou d'une fin de non-

recevoir. L'armée polonaise ne poursuit pas de buts de conquête; son rôle se borne à protéger la civilisation. Aucun Polonais n'est animé d'intentions annexionnistes, mais tous sont soucieux d'avoir des garanties du côté de l'est. Nul ne saurait faire grief à la Pologne de réclamer comme frontière, comme « Marche », un territoire extrêmement pauvre, où le pourcentage des habitants atteint à peine 10 habitants au km², la région des marais de Pinsk. La Pologne estime à juste titre que cette frontière, aussi facile à défendre que difficile à franchir, lui est nécessaire pour se prémunir contre une invasion toujours possible venant d'Orient, suivant la loi immuable de l'histoire.

Le problème des frontières polonaises se présente sous une autre forme et revêt un caractère différent au sud de l'Europe. La question est d'ailleurs résolue avec satisfaction, puisqu'en récupérant la Galicie, la Pologne a retrouvé sa frontière historique et naturelle du côté de la plaine de Hongrie, les Carpathes. Cette chaîne jouera pour l'avenir de la Pologne un rôle identique à celui des Alpes et des Pyrénées pour la France. Dans la direction de Czernowice, la Pologne tend la main à la vaillante Roumanie, dont les intérêts, les devoirs et les dangers sont pareils aux siens.

L'attention des esprits avertis se reporte sur la Haute-Silésie, sur la question de Dantzig, sur la Prusse occidentale, sur les peuples baltes. On peut dire, sans crainte d'erreur, que la sécurité future de l'Europe dépend presque uniquement de l'avenir de ces territoires.

Le problème silésien est capital pour le développement industriel de la Pologne. Il convient de ne pas oublier que, privée de son charbon de Silésie, l'Allemagne aurait été incapable de lutter cinquante mois. Bien que la population du bassin de Katowice-Bytom soit en grande majorité polonaise, il faut surveiller attentivement et constamment, avant le plébiscite, les agissements du gouvernement de Berlin qui prévoit la situation où le mettrait la perte des mines de Silésie.

La question de Dantzig, bien mal résolue, prive la Pologne du débouché naturel de son commerce par la Vistule sur la mer Baltique. Si les Allemands perdent le bénéfice de leurs efforts séculaires, dus uniquement au massacre des autochtones slaves et au remplacement de ceux-ci par des Germains, beaucoup déploieront que le règlement du problème de Gdansk ne pourra être profitable qu'aux intérêts anglais, au détriment des intérêts polonais. Il faut souhaiter que la déception des Polonais soit éphémère: le gouvernement de Varsovie semble déjà s'en être consolé en faisant voter le projet de création d'un grand port sur l'étroite bande de côtes de la mer Baltique que lui a donnée le Traité de Paix.

Il n'y a que la Haute-Silésie qui puisse être comparée à la Prusse Orientale pour l'avenir industriel et économique de la Pologne dont les intérêts primordiaux sont partout contraires aux intérêts allemands. De même qu'à la suite d'un plébiscite favorable, la désannexion de la Silésie assurerait à la Pologne les immenses ressources en zinc et surtout en charbon qui lui font défaut et qui lui sont autant nécessaires que les pétroles de Galicie, de même la réintégration de la régence d'Olsztyn (Allenstein) en Prusse Orientale mettrait la vaillante et chevaleresque nation polonaise à l'abri d'une constante menace germano-russe. La Mazurie sert actuellement aux intrigues du gouvernement de Berlin; c'est le couloir que les Allemands utilisent pour demeurer en contact permanent avec le régime des Soviets; c'est la région des lacs Mazures que tra-

verse le vent du bolchevisme avant de souffler sur l'esprit de certains hommes politiques de l'Occident. Laissé à l'Allemagne, le sud de la Prusse Orientale serait l'un des points de concentration des armées du Reich en vue de l'invasion de la Pologne; ce serait même un des points de jonction des forces russo-allemandes pour attaquer les armées polonaises. La réincorporation de la Mazurie à la Pologne est donc indispensable aussi bien à la sécurité politique de nos alliés de Varsovie qu'à la tenue en respect de l'Allemagne.

Si le prochain plébiscite en Mazurie donne, comme le souhaite la France, la majorité aux Polonais, ce sera la fin du régime de la paix scandaleuse de Brest-Litowsk, ce sera la dernière phase de l'expansion allemande dans les pays baltes. Ceux-ci comprendront enfin que leurs intérêts les plus vitaux les invitent à suivre vis-à-vis de la Pologne l'exemple de la Lettonie. La Lithuanie en particulier renoncera à demeurer un rendez-vous d'intrigues prussiennes, reprenant sa tradition historique provisoirement interrompue et fidèle à la culture polonaise dont elle est imprégnée depuis de longs siècles.

La Lettonie, prévoyant le danger des intrigues étrangères, s'est nettement ralliée au point de vue polonais; elle est du reste un peu dans une situation analogue à celle de la Belgique vis-à-vis de la France: elle a besoin pour sa propre sécurité de la protection et de l'appui de la Pologne, qui ne les lui marchandent pas. Si la Lithuanie et l'Esthonie comprennent que, sans l'aide polonaise, elles ne peuvent rien contre les ennemis qui les menacent au nord-est et au sud-ouest, la Pologne se prêtera de bonne grâce à faciliter l'heureux et libre développement de ces petits Etats. Et ainsi, au prix des plus grands efforts, et sans regret de concessions réciproques, sera enfin constituée dans l'est européen, de la mer Baltique à la mer Noire, de Riga à Bucarest, la formidable barrière qui empêchera la jonction des Germains et des « rouges » et qui assurera au monde civilisé les bienfaits de la paix dont il a tant besoin et les fruits d'une victoire si chèrement payée.

MAURICE TOUSSAINT.

— Déclaration de M. Glombinski, ancien ministre des Affaires Étrangères.

M. Stanislas Glombinski a fait, devant ses électeurs, un exposé sur la question de la paix avec la Russie. Il a souligné que si la Pologne consent à négocier avec un gouvernement irrégulier, comme celui de Moscou, ce n'est nullement pour des motifs d'ordre militaire ou bien pour tirer profit de la reprise des relations commerciales avec la Russie. Au contraire, l'armée polonaise, bien disciplinée et animée d'un ardent patriotisme, a déjà, à plusieurs reprises, démontré sa supériorité sur les troupes rouges. Quant à la reprise des affaires, elle serait plutôt défavorable pour la Pologne, car elle entraînerait une hausse considérable sur les objets de première nécessité qui font défaut en Russie.

Si la Pologne, néanmoins, se déclare prête à traiter avec Moscou, a dit M. Glombinski, la cause en réside dans l'attitude du Conseil Suprême et notamment de l'Angleterre qui a non seulement levé le blocus de la Russie, mais encore a signifié au gouvernement polonais son désir de voir aboutir les négociations de paix entre Varsovie et Moscou.

Dans ces conditions, la Pologne a décidé d'agir de façon à pouvoir établir avec la Russie une paix durable. La question des frontières ne provoquera pas de discussions. Les Bolcheviks ont reconnu d'avance la justesse des revendications

polonaises à ce sujet en acceptant le front actuel comme ligne de démarcation entre la Pologne et la Russie. Ce qui importe le plus aux Polonais, c'est d'avoir des garanties que la Russie tiendra ses obligations. C'est pourquoi la Pologne exigera que le traité de paix, conclu avec les Soviets, soit ratifié par une Assemblée constituante russe et que le sort des nouvelles nations, se trouvant à l'Est et en particulier celui des peuples baltes, soit définitivement réglé. Le gouvernement polonais n'admettra pas un armistice que ne suivrait pas une prompt signature de paix. Il ne consentira pas non plus à ce que les pourparlers de paix aient lieu sur le territoire polonais, par exemple à Vilno. Il est décidé à ne pas laisser pénétrer dans son territoire les agitateurs bolchevistes. Les conditions polonaises aussitôt prêtes seront communiquées aux puissances de l'Entente, ainsi qu'à la Commission des Affaires étrangères à la Diète de Varsovie. Ces conditions ainsi que les pourparlers de paix seront rendus publics, car les Polonais ne désirent pas avoir de conversations secrètes avec le gouvernement bolcheviste. Si les négociations n'aboutissent pas, la Pologne n'appréhende pas avec inquiétude la reprise des hostilités. Ses armées, dont l'esprit combattif est au-dessus de tout éloge, se tiennent prêts à livrer aux troupes soviétistes une bataille décisive.

L'UKRAINE

On mande de Varsovie à la « *Vossische Zeitung* » qu'il n'est presque pas douteux que les négociations de paix vont bientôt commencer entre la Pologne et Moscou. L'opinion publique et la majorité de la Diète croient que ce n'est qu'après la liquidation de la guerre dans l'Est que l'Etat polonais pourra arriver à son plein développement politique et économique. Le correspondant spécial du « *Berliner Tageblatt* » à Varsovie, M. Lederer, prévoit, au plus tard, pour la dernière semaine de février la réponse de la Pologne à la proposition de paix. Le gouvernement, ainsi que la majorité de la Diète veulent sérieusement utiliser toutes les possibilités de faire la paix, sans pour cela se départir d'une très grande méfiance vis-à-vis des Soviets. On croit généralement que la proposition de paix provient d'un affaiblissement intérieur du régime soviétique; on prévoit toutefois, non pas sa chute, mais sa transformation. Une question peu claire et inquiétante, c'est la situation de l'Ukraine pendant les négociations. Les Ukrainiens y voudraient avoir la voix, en tant que nation indépendante et, croit-on, sont soutenus par la Finlande et par la Roumanie qui veut mettre l'Ukraine entre elle et la Russie. Ils sont encouragés par l'accueil fait à leurs délégations à Londres et à Paris, et particulièrement par la façon dont le comte Tyszkiewicz fut reçu par M. Deschanel. La Pologne se montre bienveillante mais garde une prudente réserve. On soupçonne le gouvernement soviétique de vouloir négocier pour l'Ukraine aussi, — ce que les représentants de l'Ukraine ne veulent aucunement admettre, affirmant que le sort de l'Ukraine ne peut être décidé que par le peuple ukrainien lui-même.

Les journaux de Lwow annoncent que les deux ministres ukrainiens, arrêtés à Kamienets-Podolski par les autorités polonaises, ont été remis en liberté. Ce malentendu étant réglé, les autorités ont saisi et mis les scellés sur la fabrique de papier-monnaie, installée dans cette ville par les Ukrainiens.

L'ANGLETERRE DANS LES PAYS BALTIQUES

On mande de Varsovie qu'un consortium des banques britanniques vient de conclure, avec les gouvernements esthonien, letton et lithuanien, un contrat pour 15 ans ayant pour but le rétablissement de l'industrie et l'exploitation des forêts dans les pays en question.

A la tête du groupe anglais se trouvent la *National Metal Bank* et la *Chemical Bank*; cette organisation se propose de fournir à l'Angleterre ainsi qu'à la France et à la Belgique des bois de construction et du lin en quantité suffisante.

On peut considérer cet arrangement comme le premier pas vers le rétablissement de l'industrie et du commerce dans les régions qui, avant la guerre, faisaient partie de l'empire russe.

En premier lieu, le groupe anglais envisage la construction et l'exploitation pendant 15 ans des établissements *Provodnik* et de la *Société Baltique de construction des wagons* à Riga. Au bout de 15 ans, ces établissements deviendront la propriété de l'Etat letton. Les Anglais se chargent, en outre, d'assurer l'exploitation du lin dont ils vont pouvoir exercer le monopole de vente sur les marchés occidentaux.

Cette entreprise est, naturellement, patronnée par le gouvernement britannique. Celui-ci considère, d'après le *Manchester Guardian* et le *Daily Telegraph* — qu'un prompt rétablissement de l'industrie et du commerce dans les régions situées à la lisière de la Russie des Soviets est le moyen le plus sûr de les soustraire aux influences bolchevistes. L'activité économique des Anglais, tout en rendant un grand service aux Etats intéressés, assure à l'Angleterre une situation privilégiée sur le marché européen oriental.

A DANTZIG

On se rappelle que le Conseil Suprême en voulant ménager la chèvre et le chou, s'était opposé à la restitution, pure et simple, à la Pologne de son antique port de mer et avait érigé ce dernier en une « ville libre ». Cette solution a eu le don — ce qui était facile à prévoir — de mécontenter les Polonais et de ne pas satisfaire les Allemands. La question de Dantzig reste ouverte et elle évolue rapidement vers une nouvelle crise.

Les Polonais, déçus à Dantzig, ont résolu de construire à Tczew (Vistule Inférieure) ou bien aux environs de Hel, un port de grandes dimensions, capable de desservir un « hinterland » polonais de 30 millions d'habitants.

Ces projets ne sont, naturellement, pas du goût de l'équipe pangermaniste qui continue à régner à Dantzig, avec, à sa tête, le fameux M. Sahm (n° 50 de la liste des coupables).

D'après le *Dziennik Gdanski*, les dirigeants allemands de Dantzig préparent une campagne en vue d'obtenir la révision des frontières de la ville libre de façon à pouvoir annexer le port de Tczew et la région de Hel. Cette manœuvre permettrait aux 200.000 Allemands de Dantzig d'interdire aux 30 millions de Polonais l'accès à la mer et de tenir l'Etat polonais littéralement à leur merci.

L'opinion polonaise est profondément indignée de l'astucieuse audace des pangermanistes en train d'exploiter sans vergogne la faiblesse qu'avait témoignée en leur faveur le Conseil Suprême des Alliés sous l'inspiration de M. Lloyd George.

— Dantzig — Colonie Britannique ?

Le *Dziennik Gdanski* note que cinq grandes banques anglaises ont été récemment ouvertes à Dantzig. D'après le correspondant du « *Berliner Tageblatt* », la garnison britannique, grâce aux soldes élevées qu'elle touche et grâce au change, fait des achats importants de toute sorte de marchandises et rend tout achat impossible aux Dantziens. Le Vorwaerts résume son opinion en ces mots : Dantzig, domaine économique de la Grande-Bretagne.

EN LITHUANIE

— La situation des Polonais

Le *Journal de Pologne* publie un article impressionnant sur le mauvais traitement infligé à la population polonaise en Lithuanie.

« L'action diplomatique, écrit le *Journal de Pologne*, dirigée par l'Entente à Kovno, n'a donné jusqu'à ce jour aucun résultat positif. Seules, des mesures fermes et rapides peuvent sauver les éléments polonais qui ne peuvent plus se défendre contre les tracasseries du gouvernement de la Taryba et les pillages de soldats lithuaniens bolchevisés. L'occupation du triangle limité par la ligne du chemin de fer de Suwalki à Olita, dont une partie se trouve encore entre les mains des Lithuaniens, s'impose. Les Polonais de cette région attendent avec impatience une intervention énergique du gouvernement de Varsovie. »

Telle est la situation. Le gouvernement polonais, qui la suit avec vigilance, a pris des mesures appropriées. Il saura parer, le cas échéant, aux surprises militaires. Mais cette position d'alerte ne saurait se prolonger. Les événements nous obligent à répéter que les Alliés doivent avoir une politique lithuanienne et que leur premier soin, s'ils visent à résoudre les problèmes baltiques, doit être de mettre le gouvernement de Kowno en demeure de renoncer à toute équivoque.

— Les Anglais en Lithuanie.

On apprend de Kowno que le gouvernement actuel de Galvananskas est combattu aussi bien par la droite que par la gauche. Ce n'est que grâce à ses relations dans les milieux anglais que Galvananskas a pu se maintenir au pouvoir. Il est maintenant à Londres où il a conclu des accords avec un groupe de financiers britanniques, sous les auspices du gouvernement de la Grande-Bretagne, accords par lesquels il a livré de fait, entre les mains de grands financiers de Londres, toute la richesse et tout l'avenir économique de la Lithuanie. Un groupe de financiers britanniques prendra en main la fondation de la banque de Lithuanie, chargée de créer le système monétaire lithuanien. Il sera également l'acheteur unique de toute marchandise importée et le vendeur unique de toute l'exploitation lithuanienne à l'étranger. M. Galvananskas est si impopulaire à Kowno qu'on n'y croit pas à son retour. L'armée, indisciplinée, exerce une véritable dictature militaire et se conduit comme en pays conquis. Les officiers britanniques, engagés comme instructeurs ont presque tous quitté la Lithuanie n'ayant pu arriver à s'entendre avec l'état-major lithuanien. La formation de la fameuse brigade lithuanienne aux Etats-Unis apparaît maintenant comme une mystification. Son chef, le soi-disant général Inododis, est un ancien officier allemand du nom de Schwarzhaut, il ne tient le grade de général que de lui-même.

— Memel « Ville libre ».

Les nouvelles qui arrivent de Memel provoquent une véritable sensation. On sait que Memel et son territoire, dont la population est dans son immense majorité lithuanienne, sont en principe destinés à la Lithuanie et que ce n'est qu'à cause de la situation encore peu définie de l'Etat lithuanien que la Conférence a établi un statut provisoire pour le territoire de Memel. Or, le général britannique Odry, investi des fonctions de haut commissaire interallié à Memel s'est entouré d'un conseil choisi exclusivement dans la minorité allemande; maintenant, il fait arborer le drapeau de Memel.

La *Vossische Zeitung* y devine déjà, non sans satis-

faction, le projet de constituer Memel en ville libre. Ce serait la perte définitive pour la Lithuanie d'un port et d'un territoire lithuaniens et ceci au profit de la minorité allemande, détenant le pouvoir sous les auspices de l'Entente et grâce à son haut commissaire.

— Les Allemands reviennent en Lithuanie.

On signale l'arrivée à Kowno de plusieurs Allemands avec, à leur tête, M. Zimmerlès, lequel avait assumé, lors de l'occupation allemande, le rôle d'organisateur de l'Etat lithuanien. Il est évident que les Allemands ont profité de la conclusion de la paix et de la complaisance des autorités lithuaniennes pour reprendre leurs postes non seulement civils mais aussi militaires.

BULLETIN

— Une manifestation polono-italienne à Varsovie.

Les officiers des troupes italiennes d'occupation en Prusse Orientale ont été solennellement reçus à l'ancien château de Varsovie. Après une chaleureuse allocution du ministre de la guerre polonais qui a rappelé les siècles d'amitié polono-italienne, ont pris la parole le général comte Romei de Ronghena et le colonel Po en assurant que l'armée italienne se montrera à la hauteur de son devoir.

— Les Allemands en Haute-Silésie.

On mande de Sosnowice au « *Kurier Poranny* » de Varsovie que l'organisation allemande de combat de la Haute-Silésie a assassiné quatre notables patriotes polonais. Les autorités françaises d'occupation ont été obligées, en guise de représailles, d'interner plusieurs otages allemands, entre autres le bourgmestre de Katowice. Si les excès allemands continuent, ces otages seront fusillés.

— En Prusse Orientale.

La *Vossische Zeitung* consacre un long article à la situation en Prusse Orientale et aux chances de l'Allemagne dans le plébiscite porchain. « Les forces militaires de l'Entente qui occupent le pays — dit-elle — sont si insignifiantes que ce n'est là qu'une formalité symbolique. C'est pourquoi partout a été maintenue la police prussienne. » Elle s'en réjouit, ainsi que du fait que contrairement aux espérances des Polonais, les sous-préfets prussiens ont été partout maintenus. Elle s'égaie du petit nombre des interprètes et de leur incapacité. Le plébiscite a été de longue main préparé par les patriotes allemands. Une organisation serrée d'« associations patriotiques » couvre le pays tout entier et agit sans cesse par des conférences, des représentations théâtrales données dans tous les villages. Afin d'effrayer les Mazours, le journal allemand donne des détails fortement exagérés sur les difficultés économiques de la Pologne et agite l'épouvantail de la mobilisation polonaise.

— Provocations allemandes en Silésie.

La presse allemande retentit d'incessantes plaintes contre la commission interalliée en Haute-Silésie. Aussi bien dans le territoire du plébiscite que dans la partie attribuée définitivement à la Pologne, l'agitation allemande tend à provoquer des incidents qui pourraient amener des complications.

La *Vossische Zeitung* apprend de Breslau que le conseil municipal de Teichthal, dans un télégramme envoyé au gouvernement polonais, demande la cause de la déclaration de l'état de siège, et prévient qu'il ne peut plus garantir la sécurité des troupes polonaises. Ce télégramme, destiné à semer l'agitation, n'est-il pas lui-même la meilleure explication du fait que les autorités polonaises ont dû recourir aux mesures d'ordre militaire ?

— Un accord tchéco-allemand ?

Le « *Vossische Zeitung* » apprend de Teschen qu'on y croit à un accord conclu entre une délégation d'Allemands de Teschen et le président du cabinet tchèque, M. Tuzar. D'après cet accord, les Allemands de Teschen devraient voter lors du plébiscite pour la Tchécoslovaquie et les Tchèques en Haute-Silésie pour l'Allemagne. M. Tuzar affirme qu'il n'y a pas eu d'accord officiel. Mais des conversations n'ayant pas le caractère officiel restent vraisemblables.

— Sans la Haute-Silésie l'Allemagne est désarmée.

Le « *Berliner Tageblatt* » s'efforce de prouver à grand renfort de chiffres que le manque des

produits des mines de Haute-Silésie rend la vie économique de l'Allemagne impossible. Il souligne que les milliards demandés par l'Entente ne peuvent être payés que si la Haute-Silésie reste à l'Allemagne. Il demande expressément que l'article du traité, concernant la Haute-Silésie, soit révisé. La vérité est que, sans la Haute-Silésie, l'Allemagne ne peut plus reconstituer son industrie de guerre.

AUTOUR DU BOLCHEVISME

— La Presse bolcheviste s'inquiète du sort de la paix.

On mande de Moscou que la presse bolcheviste critique vivement le dernier appel que le gouvernement des Soviets a lancé au prolétariat polonais. Cet appel n'ayant pas produit en Pologne l'effet que l'on escomptait, les journaux de Moscou reprochent au gouvernement d'avoir nuï à la cause de la paix, en voulant faire une propagande révolutionnaire en Pologne. Il ne faut pas oublier — disent ces journaux — que la Pologne n'est nullement obligée de faire une paix à tout prix et que l'armée polonaise, animée d'un ardent esprit combattif, est un adversaire sérieux pour le régime des soviets.

— Le bolchevisme en Pologne.

Le docteur Lederer, correspondant du « *Berliner Tageblatt* » à Varsovie, qui s'intéresse spécialement aux chances de paix et au mouvement communiste en Pologne, mande à son journal que ce mouvement énergiquement contenu par le gouvernement, est, en outre, combattu par le parti socialiste polonais, les syndicats ouvriers et les partis paysans. Les organisations communistes existent seulement à Varsovie, à Lodz et à Lublin. Les ouvriers agricoles, qui représentent le gros du prolétariat polonais, attendent l'amélioration de leur sort de la réforme agraire votée par la Diète. Quant aux ouvriers industriels, l'agitation communiste ne se manifeste que chez les sans-travail dont le nombre est de 300.000 dont 50.000 à Varsovie. La reprise des affaires va certainement enlever aux communistes l'influence qu'ils ont sur ces milieux.

Le correspondant constate que l'armée polonaise tout entière, bien disciplinée et animé d'un profond sentiment patriotique, est réfractaire au bolchevisme. Si l'agitation communiste se butte, en Pologne, à l'indifférence et à l'hostilité des masses, il y a, par contre un certain péril provenant de la cherté croissante de la vie et du malaise économique qui se manifeste surtout dans les grandes villes. C'est uniquement pour cette raison, assure le docteur Lederer, que l'opinion polonaise désire voir la fin de la guerre.

— La presse allemande agite le spectre du bolchevisme.

Juste au moment où on attendait à Berlin la réponse du Conseil Suprême au sujet du désarmement de l'armée allemande, parurent à nouveau dans la presse allemande de nombreuses informations alarmantes : les Bolcheviks concentreraient d'immenses armées sur le front polonais ; ils auraient perfectionné au plus haut point leur armement et seraient prêts à commencer une nouvelle et formidable offensive. L'« *Oberschlesischer Kurier* » publie un télégramme de Berlin, selon lequel on serait sûr que les Bolcheviks préparent une grande offensive contre la Pologne pour le mois de mars, c'est-à-dire pour la saison où les inondations du printemps rendent toute action militaire impossible. En même temps, l'agitation spartakiste et bolcheviste, fortement aidée par des agents russes, déclencherait des troubles intérieurs en Allemagne.

Le but est aisé à deviner : Persuader aux puissances alliées qu'en désarmant l'Allemagne, elles ouvrent la porte de l'Europe à une nouvelle invasion des barbares et obtenir ainsi de nouvelles concessions.

— Le gouvernement des Soviets supprime les conseils des ouvriers.

On mande de Moscou que les journaux officiels des Soviets ont publié la décision suivante : « Les conseils des ouvriers et les comités des délégués d'usines créés afin d'assurer l'ordre dans les centres de production, ont, au contraire, causé de graves préjudices. Ils ont abouti à la démoralisation parmi les ouvriers et à la détérioration complète du matériel des usines. Vu ces circonstances, nous sommes obligés de supprimer les conseils des ouvriers. »

Cette décision marque la fin d'une expérience qui était la base même du régime social des Soviets.

— Ce que dit l'envoyé des Soviets à Berlin.

M. Kopp, envoyé spécial à Berlin du gouvernement des Soviets, a déclaré à un rédacteur du *Vorwaerts* que son gouvernement renonce, à soutenir, en Allemagne, les menées spartakistes et qu'il se propose de garder, vis-à-vis du régime actuel, une attitude loyale. La Russie des Soviets — dit M. Kopp — offre à l'Allemagne ses matières premières et lui demande en échange de lui fournir non seulement des machines et des produits chimiques, mais surtout, des ingénieurs, des ouvriers spécialistes et des organisateurs de l'industrie. M. Kopp a ajouté que les peuples russe et allemand n'ont rien à perdre et tout à gagner de leur rapprochement mutuel.

— Les visées pangermanistes.

La presse pangermaniste engage les dirigeants de Berlin à s'entendre avec la Russie des Soviets afin de reprendre, dans l'Est, la politique du Grand Electeur de Brandebourg. La *Deutsche Zeitung* préconise l'organisation, en face de la Ligue des Nations de l'Occident, d'une vaste agglomération des puissances englobant, avec l'Allemagne à leur tête, l'Europe centrale, la Russie et l'Orient asiatique.

— Le travail obligatoire en Esthonie.

Par le traité de paix, les Soviets ont remis à l'Esthonie d'immenses étendues de forêts dont l'exploitation a été immédiatement concédée à une compagnie britannique. L'Esthonie, où évidemment les méthodes bolchevistes s'infiltrèrent, a maintenant introduit le travail obligatoire et a mis 15.000 ouvriers à la disposition de la compagnie concessionnaire des forêts qui seront donc exploitées au moyen du système bolcheviste des corvées.

ÉCHOS

— Les firmes commerciales étrangères.

Les firmes commerciales et industrielles étrangères installées en Pologne sont, si il s'agit de sociétés à responsabilité limitée, soumises aux règlements suivants :

1° Une requête tendant à obtenir l'autorisation de commencer leur activité en Pologne doit être adressée au Ministre de l'industrie et du Commerce.

Cette requête doit contenir les renseignements suivants :

- a) La raison sociale : l'adresse officielle et les buts de la société ;
- b) Le capital consacré aux affaires en Pologne ;
- c) Le nom de l'agent responsable qui agira comme représentant légal de la société en Pologne ;
- d) La société doit se soumettre aux lois locales relatives aux sociétés étrangères à responsabilité limitée : la publication du bilan et les statuts, les insertions dans le *Moniteur officiel*, etc. ;

2° La requête doit être accompagnée :

- a) Des statuts de la société étrangère ;
- b) D'un compte rendu légalisé de l'assemblée générale des actionnaires qui a décidé de l'installation de la société en Pologne ;
- c) Des comptes rendus des deux dernières assemblées générales des actionnaires ;
- d) Des bilans des derniers exercices ;
- e) D'une procuration notariée autorisant l'agent responsable à entreprendre au nom de la Compagnie des actions commerciales, juridiques et administratives. Tous ces documents doivent être accompagnés d'une traduction polonaise et la taxe prescrite pour ce genre de requête doit être acquittée ;

3° Après avoir reçu l'autorisation d'établissement des Ministères de l'Industrie, du Commerce et des Finances, la société devra faire enregistrer sa firme sur le registre commercial par le tribunal du district.

— Les relations économiques Franco-Polonoises.

Le gouvernement polonais a demandé, dit-on, au gouvernement français l'autorisation de placer en France un milliard de francs d'obligations à court terme de l'Etat polonais ; il désire obtenir l'admission à la Bourse de Paris des valeurs polonoises de chemins de fer et de mines et la quotation de la monnaie polonoise. En échange, il offre de faciliter la participation des capitaux français aux affaires commerciales et industrielles polonoises.

— La Pologne dans la littérature française.

Nous lisons dans le *Journal de Genève* du 19 février que Mlle Halka Ducraïne a donné, à l'Athénée de Genève une séance au bénéfice de l'Union internationale de secours aux enfants, consacrée à « la Pologne dans la littérature française ».

Notre jeune et aimable compatriote a su présenter, avec une érudition souriante, les poètes français qui ont chanté la Pologne et elle a pu déclamer, grâce à son talent d'artiste, avec élan et force, un grand nombre de leurs beaux vers.

Très applaudie et fleurie, son dévouement à une œuvre de haute charité fut vivement appréciée.

Chronique financière

La période orageuse de la Bourse continue. Les cascades du change, la souscription à l'Empunt National, la grève, autant de facteurs pour imprimer au marché des fluctuations très brusques dans les deux sens. Il est bien entendu que les capitaux, ou plutôt le papier monnaie, sont plus abondants que jamais, donc les disponibilités ne font pas défaut pour acheter des titres de toutes espèces. Mais d'autre part, l'immense majorité des achats s'effectuant à terme et à titre purement spéculatif, il n'est pas étonnant qu'à la moindre alerte, des ordres de vente se précipitent sur le marché et provoquent une baisse marquée des cours.

La Bourse peut être considérée en ce moment comme dangereuse et la prudence est plus que jamais à recommander à tous ceux qui s'y intéressent. Ceci concerne, nous ne cessons de le répéter, que les spéculateurs au jour le jour et ne s'applique guère aux acheteurs sérieux qui achètent avec leur argent et peuvent attendre tranquillement le cours qu'ils envisagent. Car, en réalité, rien n'est changé dans la situation économique mondiale. Toujours le même manque de production, la même surabondance de billets de banque, le même discrédit du placement à revenu fixe. Aussi, les bonnes valeurs sur lesquelles nous avons, à plusieurs reprises, attiré l'attention, sont-elles à surveiller, comme par le passé.

Le compartiment des *pétroles* a été très agité.

La *Mexican Eagle*, après être montée à 650, est redescendue à 615, intéressante à ce cours-là, tout autant que la *Shell* à 635 et la *Royal Dutch* à 4.650.

La *Boryslaw*, valeur polonoise, monte à 232, confirmant nos prévisions ; ce cours est très inférieur à la valeur réelle du titre et sera très prochainement dépassé.

La *North Caucasian* que nous avons signalée à 85 francs, en vaut 118, ce qui est suffisant pour le moment.

Parmi les *Mines d'or*, l'action *Mexican El oro* que nous avons recommandée à 370, vaut 460 ; une nouvelle hausse est probable.

Les *valeurs polonoises* continuent leur marche ascendante ; les actions *Czeladz*, *Sosnovice*, *Huta Bankowa* et *Dombrowa* se présentent en plus-values sensibles.

La hausse de ces titres est loin d'avoir dit son dernier mot.

PAUL LANDOWSKI.

MEMENTO

Nie było dla nich miejsca w Polsce.

Dziesięć tysięcy polaków-żołnierzy wyruszy niebawem z Gdańska do Ameryki. Dziesięć tysięcy polskich ochotników, którzy na zew stanęli pod sztandarami polskimi, nieprzymuszeni, podążyli za ocean, do Francji, a stąd do Polski, jedzie z powrotem... Nie było dla nich miejsca w ojczyźnie, nie było dla nich chleba... A może wlecze ich tylko tęsknota za obcym dobrobytem, za samolubnym pożywaniem z dostatku cudzego?

Są rzeczy bolesne, są, niestety, rzeczy wprost smutne...

Ochotnicy z Ameryki byli ostoją Armji Polskiej, sformowanej we Francji, byli dumą naszą narodową, byli idealnym materiałem żołnierskim. Zamienieni w bataljony, potem zmieszani kilkakrotnie z różnego autoramentu mrowiem i zamienieni w pułki i dywizje, jeszcze wyróżniali się hartem ducha, miłością ziemi ojczystej, gotowością do ofiar. Aż, raptem, przyszedł czas, kiedy zjawili, się w Armji błękitnej ludzie nowi, którzy nie tylko tego szczerze ochotniczego żywiołu nie umieli docenić, lecz, wprost, zrozumieć go nie mogli... Bo cóż takiemu rycerzowi, który był w zaborczym wojsku obcej mustry się nauczył, było do tego chłopca polskiego, tego pospolitego Wojtka, który prostym był szeregowcem a który przecież nosił w zanadrzu kwit, jako był swe dolary oddał przedtem na formowanie tego własnego wojska!... Były więc kwasy, były zawody ale ponad wszystkim górował obowiązek. Jedno ozwanie się ludzkie, serdeczne, swojskie i «amerykanin» znów gotów był w piekło iść...

Nastąpił wyjazd do Polski, do ziemi obiecanej powrót. A tuż za nim, kombinacje polityczne i gwałtowne kasowanie Armji błękitnej, sformowanej we Francji przez generała Archinarda. Pułki rozproszone, zaczęto przenosić nagwałt oficerów, słowem, z dnia na dzień, zjawiali się ludzie, którzy widzieli przed sobą tylko też same, jednakowo wyszarżane mundury. Lecz tego było za mało na wcielenie armji, zaczęto starsze roczniki ochotnicze demobilizować. Czy kto chciał czy nie chciał, czy zdrow był czy nie, według metryki urodzenia, wypuszczano go w świat...

Ten i ów chciał zostać w Polsce. Nie laska-wego chleba szukał, lecz pracy godziwej... Polska, która cierpi wskutek braku strażników granicznych, kontrolerów celnych, która potrzebuje leśniczych, dozorców policyjnych, żandar- mów ucziwych, miała, zdawać by się mogło, znakomity materiał, materiał wyszkolony w kar-ności, w służbie ojczyźnie, obyty, ogłodzony, zaprawiony do pełnienia podobnych obowiązków... Polsce a raczej Jej dygnitarzom ani się o tem śniło!... Poczta, telegraf, drogi żelazne, straż kolejowa mogły być posiąć tysiące ucziwych niższych pracowników... Ani myśli!...

Pierwszych kilkudziesięciu desperatów ochot-ników chodzących od drzwi do drzwi. Naprawdę. Bieda ich jadła, żarła, aż zaczęli się dopominać i wyprawiono ich do Ameryki... Kiedy przyszło uwalnianie dalszych gromad, wszystkie one zażądały wyjazdu, prawie wszyscy co do jednego...

I zaczął się « wyjazd »... Więc uwolnionych zbierano w Modlinie, w Skierniewicach, po rozmaitych kątach i trzymano miesiącami całemi w koszarach o kawałku chleba i polewce... Z żołnierzy, z bojowników, z ludzi pełnych poświęcenia, zrobiono nade wszystko czeredy obdarte, wyniszczone, czekające na wybawienie amerykańskie... Jakoż Ameryka ulitowała się i zabierze dziesięć tysięcy polaków z powrotem, za ocean... a tam, za oceanem, Wydział Narodowy, skromna

instytucja emigracyjna polska... poniesie wszystkie koszty wysłania dziesięciu tysięcy polaków do ich miejsc zamieszkania, no i wszystkie koszty związane z podaniem ręki tym wydziedziczonym...

Smutne te dzieje znajdują niezawodnie echo w Stanach Zjednoczonych...

Lecz oby stąd narodził się zdrowy sąd. Kto temu winien? Czy ziemia Polska. Czy lud polski, który ze łzami w oczach witał błękitne mundury a radował się braciom amerykańskim?

Nie. Niedołęstwo to karygodne narodziło się z pychy jednostek, ze złej gospodarki, z roz-pierania się na urzędach ludzi niepowołanych, narodziło się z tego, że polaków amerykańskich przybyło zaledwie dwadzieścia a nie dwieście tysięcy!

Niechże nasi bracia w Ameryce wezmą z tego impet jechania do ojczyzny, aby tam naprawiać zło, aby u siebie, w swym własnym domu, zaprowadzać ład.

Wac. Gąs.

UKRAINA

Wywierająca bezwzględnie silny wpływ na urabianie opinii publicznej, wychodząca w Warszawie, popularna « Myśl Niepodległa » poświęca dłuższy artykuł sprawie Ukrainy i stosunku do niej naszej Rzeczypospolitej. Oto ważniejsze a godne uwagi punkty tego artykułu:

« Prasę naszą obiega fala niepokoju z powodu zapuszczenia się wojsk naszych w głąb Ukrainy, która tyle kłopotów sprawiała naszej Rzeczypospolitej pierwszej i której wprawdzie czarno-ziemne, ale zdradliwe, obszary mogą tyleż kłopotów sprawić naszej Rzeczypospolitej drugiej.

« Istotnie, w ciągu wieków nie wiodło się nam z Ukrainą, która była, od czasów niepamiętnych, miejscem scierań się rozmaitych ludzkich drapieżców, skutkiem czego owe obszary raz zakwitły dobrobytem, to znowu przemieniały się w pustynię. Przeciągali tędy Scytowie, Gotowie, Hunnowie, Madziarowie, Tatarzy. Ręką książąt wareskich wzniesiono tu zamki obronne. Książęta ruscy staczali tu wzajem ze sobą krwawe boje. Wprawdzie nasz Bolesław Chrobry zwycięsko wrócił z wyprawy kijowskiej, ale po jego odejściu wyrznięto załogi polskie. Wyprawa Bolesława Śmiałego nie dała Polsce szczęścia. W wieku XIV, Litwa podbiła Ukrainę. Ale, jeszcze za czasów Kazimierza Jagiellończyka, Ukraina jest prawie zupełnie pustynią. System kolonizacji polskiej, stosowany przez nas na Ukrainie, dał wyniki najfatalniejsze. Zamiast chłopów osiedlano szlachtę, która albo drażniła ludność miejscową, albo sama chłopiła i obracała się niekiedy przeciwko własnej ojczyźnie. Tu też rozpleniły się polskie magnackie królewięta, prowadzące politykę na własną rękę. Daremnie na czas krótki hetman Konięcpolski ujarzmił Ukrainę. Szlachcie polski, Bohdan Chmielnicki, podburza kraj i daje początek wojnom kozackim, które ponownie zmieniły Ukrainę w pustynię. Nowa kolonizacja, w ciągu XVIII wieku, ożywia na jakiś czas obszary ukraińskie, ale zamiast złamanego kozactwa, dowodzonego ongi przez Chmielnickiego, pierwszego « hetmana », wylaniają się teraz « hejtmaniacy », czyli « hajdamacy », którzy z Gontą i Żeleźniakiem na czele urządzają, dnia 29 czerwca 1768 roku, rzeź humaną. Zpomędzy 20.000 szlachty, która się schroniła do Humania, uratowało się zaledwie 16 osób.

« Ale nie lepiej wiodło się na Ukrainie innym. Tu załamał się lew północy, Karol XII, gdy wszedł w stosunki z Mazepą i liczył na przyłączenie się kozaków. Ciekawe, że jego genera-

lowie Renskiöld i Lewenhaupt tak samo nie mogli się zgodzić na jednolitą, w stosunku do Ukrainy, politykę, jak dwa stronnictwa polskie, z których jedno, reprezentowane przez Jeremiego Wiśniowieckiego, chciało kozaków wytepić, a drugie, reprezentowane przez Jerzego Ossolińskiego, sięgało do układów i komisji. Zdawało się, że carat rosyjski rozwiąże kwestję Ukrainy.

Ale zaledwie sam runął, gdy Ukraina znowu zakipiła, jak za czasów wojen kozackich lub rzezi humaną. Podczas ostatniej wojny światowej, Niemcy i Austriacy ratowali się tylko odwrotem.

« Niema dziś bodaj dwóch dyplomatów, którzy co do Ukrainy zgodziliby się na jeden program polityczny.

« Przypatrzmy się wreszcie stosunkom naszym na Ukrainie, w ciągu choćby ostatnich lat dziesięciu.

« Odgórna warstwa bogaczy, panów, pół-panków i aferzystów, odcina się murem od polskiej demokracji, gdyż z jednej strony czuje potęgę swego bogactwa, a z drugiej strony uprawia politykę najdalej posuniętej ugody, gdy patriotyczna demokracja polska jest, w stosunku do rządu rosyjskiego, nastrojona irredentystycznie, będąc jednak materialnie i społecznie czynnikiem słabym. Więc znowu mamy rozdwojenie. Gdy carat rosyjski upada i gdy demokracja polska rzuca hasło tworzenia armji polskiej, bogacze polscy na Ukrainie sprzeciwiają się tej myśli, gdyż zdaje im się, że wojsko polskie będzie przesiąknięte ideami bolszewickimi. Wskutek tego, gdy kocioł ukraiński zaczął kipieć, rozpoczęła się rzeź polaków, a ci sami, którzy przedtem paraliżowali ruch, mający na celu utworzenie polskiej armji, przybywszy do Warszawy, wołali na wiecach: « Ratujcie! » I teraz chcą, aby wojsko polskie odbijało ich plantatorskie obszary. Więc mamy znowu rozdwojenie. Jedni domagają się zajęcia Ukrainy, inni ostrzegają przed tem grzęzawiskiem.

« Aby utrzymać się na Ukrainie, trzeba by przynajmniej półmilionowej armji, albowiem tam każda chałupa chłopska knuje zdradę i, przy słabych połączeniach naszych, może nam, na tyłach, fatalne urządzić niespodzianki.

« Spokojnemu rozważeniu sprawy przeszkadza jeszcze i ta okoliczność, że dwie strony zarzucają sobie, podczas dyskusji, tendencje uboczne.

« Ale nie odpowiada rzeczywistości, jakoby tylko nasi lewicowcy oświadczały się przeciwko zajmowaniu Ukrainy. Niedawno uczynił to również jeden z najbardziej umiarkowanych dzienników stołecznych. Głosy ostrzegawcze, które do nas się zwracają, także bynajmniej nie pochodzą od lewicowców.

« Państwo nasze dźwiga brzemię niesłychanych wysiłków. Powinniśmy poważnie zastanowić się nad tem, czy nie dało by się brzemienia tego zmniejszyć.

« Ileż to argumentów przemawia za tem, by nasz rozpęd powstrzymać. Żołnierz nie został należycie wyposażony, więc łatwo może uleść demoralizacji. Intendentura nie jest sprawna, dostatecznie kontrolowana i przeto wystarczająco pewna. Połączenia kolejowe, w różnych miejscach, właściwie wcale nie istnieją. W razie jakiegoś niepowodzenia możemy się znaleźć w położeniu trudnym. Nie jesteśmy też zbyt bogaci na tak kosztowne a tak niezyskowe wyprawy. Wewnątrz kraju czeka nas mnóstwo zagadnień nierozwiązanych. Zachód wymaga bacznej z naszej strony uwagi. W dodatku, wciąż mówi się, że Ukraina wcale nie ma być częścią składową Polski, lecz stanowić formację odrębną. Dlaczegoż tedy żołnierz polski ma krwią swoją zraszać obszary, które do nas nie będą należały?

« Obyśmy więc w porę rozważyli, czy jest rzeczą właściwą i bezpieczną zapuszczać się na to grzęzawisko, zwane Ukrainą.

« Jeżeli wzywamy do poważnej i rzeczowej na ten temat dyskusji, wolnej od wszelkich wpływów stronnicych lub wzajemnego podejrzewania się o nie, to nie możemy pominąć pewnej kwestji.

« Na Ukrainie nie było, w czasach ostatnich, polskiej prasy niezależnej, która rozpatrywałaby stosunki bezstronnie i była wiernym ich odzwierciedleniem. Bogacze ukraińscy łożyli na prasę od siebie zależną, aczkolwiek dość skromnie, zwłaszcza w stosunku do swych niezmiernych bogactw. Prasa ta była naturalnie drażliwa bardzo na krytykę z zewnątrz płynącą. Demo-

kracja polska przelotnie tylko zdobyła się tam na pismo szczere, gdyż brakło jej środków. Prasa warszawska, za panowania caratu rosyjskiego, broniła polskiego stanu posiadania na kresach, więc, o ile to było możliwe, uniknąć chciała rozdwojenia przez stosowanie ostrej krytyki. A podczas okupacji niemieckiej była tak skrepowana, że wogóle musiała zamilknąć. W tym zaś okresie była może najbardziej potrzebna, by ogół polski mógł się zorientować w tem, co się na Ukrainie działo i co się tam zamierzało. Historia prawdopodobnie dopiero ujawni mnóstwo szczegółów pierwszorzędnej wagi. Byłoby jednak pożądane, aby historia zabrała się do pracy jaknajprędzej, nie licząc się z drażliwościami stronnictw i wpływowych jednostek »

« Z tego powodu przedstawiciel rządu polskiego oświadczenia swe składa na piśmie i doręcza je wszystkim uczestnikom komisji.

« Ponieważ tak prezes, jak sekretarz, są francuzami i ponieważ dotychczas znajduje się na Ślązku tylko wojsko francuskie, bo włoskie jeszcze nie przybyło, przeto ludność tamtejsza winę tych uchwał krzywdzących i nie uznających norm międzynarodowych, przypisuje francuzom.

« Wbrew postanowieniom paryskim, komisja uchwaliła zatrzymać żandarmerję tak polską, jak czeską potamtej stronie linii demarkacyjnej.

« Żandarmerja polska na większej przestrzeni nie ma nawet 300 ludzi, gdy na obszarze mniejszym, po tamtej stronie, żandarmerja czeska liczy więcej, niż 3.000 ludzi. Komisja uchwaliła zmniejszenie żandarmerji do liczby przedwojennej, dotychczas jednak nie przystąpiła do zmniejszenia żandarmerji czeskiej. A ponieważ komendantami żandarmerji są wyłącznie oficerowie francuscy, ludność ten stan rzeczy przypisuje nieprzychylności dla nas francuzów.

« Ludność polska przyjęła międzynarodową komisję plebiscytową z zapalem i zaufaniem, jednak potulność, z jaką wojsko czeskie ustąpiło, obudziła jej czujność.

« Wójtowie i członkowie wydziałów gminnych z 82 gmin polskich, z poza linii demarkacyjnej, zażądali posłuchania u komisji, ale go nie otrzymali. Nauczycielstwo polskie uzyskało posłuchanie tylko dzięki swej postawie bezwzględnej.

« Rada narodowa śląska, zgodnie z opinią ludności, uchwaliła rezolucję przeciw wstępnym uchwałam komisji. Międzynarodowa komisja plebiscytowa zażądała odwołania, przeprosin i rozwiązania się rady. Ponieważ rada narodowa tego nie uczyni, przeto zatarg pomiędzy międzynarodową komisją a całem społeczeństwem polskiem przybiera rozmiary zatrwajające.

« W szeregu protestujących jest także polska partja socjalistyczna, najbardziej zasłużona około sprawy śląskiej. Zagroziła ona strajkiem powszechnym. »

Tak brzmi sprawozdanie przedstawiciela rządu polskiego. Jest ono tak groźnem w przesłankach, że wydaje nam się za rzecz wskazaną zwrócić na nie uwagę naszych organizacji francusko-polskich. Sprawę tej wagi należało by omówić wspólnie a pośrednio przyczynić się zarówno do uświadomienia opinii francuskiej, jak i opinii polskiej udzielić pożądaných wyjaśnień. Nieporozumienie bowiem tego rodzaju może być w następstwach swych niełada zdobyczą dla celów czesko-niemieckich.

ROBOTNICY POLSCY WE FRANCJI

Prasa polska a obocznie nawet podobno urzędy odnośne państwowe polskie zostały zaalarmowane wiadomościami o rzekomo bardzo opłakanym losie robotników-polaków, sprowadzanych gromadami do Francji, w myśl układu, zawartego między Francją i Polską.

Według naszych bezpośrednich źródeł oraz głosów życzliwych prasy francuskiej, sprawa się przedstawia inaczej.

Wszyscy jednomyślnie stwierdzają, że wyprawiani masowo robotnicy polscy przedstawiają słaby materiał. W szeregach ich znajduje się duży procent ludzi już znudzonych wiekiem, duży procent wycieńczonych, schorowanych i spora ilość suchotników. Podróż robotnika polskiego, jak skonstatował jeden z deputowanych francuskich, odbywa się w warunkach opłakanych, trwa podobno całe dni piętnaście i pogarsza, w znacznym stopniu, stan zdrowia przybywających. Robotnicy nasi jakoby, według słów tegoż deputowanego jednego z północnych departamentów, nie są poddawani ani przed wyjazdem ani po przyjeździe należytej dezynfekcji, znaj-

NOWINY POLITYCZNE

= *Dziennik Wileński* zastanawia się nad przyczynami niezadowolenia, przejawiającego się w Polsce i dochodzi do wniosku, że jedną z tych przyczyn są hasła rewolucyjne, szerzone przez tych, co koniecznie chcą utrzymywać ruch w społeczeństwie. Bo, jak wiadomo, w czasach przełomowych, zwycięża ten, kto w ruchu utrzymuje społeczeństwo, a nie ten, kto ma w tem społeczeństwie większość.

Jakż z tego wniosek? Oto siłę ruchu rewolucyjnego należy przeciwstawić siłę dynamicznego ruchu narodowego. Kiedy rewolucjoniści pod swoim sztandarem skupiają zwolenników przewrotów socjalnych narodowy muszają pójść i zorganizować naród w imię potęgi Polski i jej wielko-dziejowej roli. Siłę hasel rewolucyjnych należy przeciwstawić ideję potężnej i wielkiej Polski, która w dzisiejszym momencie jest powołana do odegrania wielkiej roli dziejowej.

ODSZKODOWANIA WOJENNE

Wielu Rodaków zapytuje nas, jak należy postąpić, aby uzyskać należne im odszkodowanie wojenne. Wobec tego, informujemy wszystkich, którzy ucierpieli bądź, jak w północnych departamentach Francji, wskutek zburzenia ich domków, zniszczenia dobytku, przymusowej ucieczki przed falą germaństwa bądź, którzy wogóle ponieśli straty z przyczyny niewłaściwie nałożonych sekwestrow i. t. p., że winni w tej mierze składać podania na imię Posła polskiego w Paryżu. W podaniu tem należy wyszczególnić dokładnie straty i podać ewentualnych świadków. Takie podania będą skierowane prawdopodobnie do urzędu odszkodowań ten już, ze swej strony, w miarę możliwości, interwenjować będzie u właściwych władz francuskich.

Z podaniami takimi należy się pospieszyć, ileż urządy odszkodowań niezawodnie będzie zwinęły.

WALKA O BYT

Niezmiernie doniosłe sprawozdanie przedłożył poseł Jan Zamorski, przedstawiciel rządu polskiego przy międzynarodowej Komisji plebiscytowej na Ślązku cieszyńskim. Sprawozdanie to rzuca ponure światło na istotę bezstronności plebiscytu.

« Wedle umowy, zawartej 5 listopada 1918 r., pomiędzy radą narodową a « Narodnim Viborem », gminy czeskie na Ślązku podlegają władzom czeskim, gminy zaś inne (polskie i niemieckie) władzom polskim.

« Skutkiem umowy tej pod władzę czeską dostał się cały pow. frydecki, 5 drobnych gmin pow. cieszyńskiego i 6 wielkich gmin pow. frysztackiego. Reszta powiatów frysztackiego, cieszyńskiego i białskiego przeszła pod władzę polską.

« Wskutek styczniowego najazdu czeskiego, rada najwyższa w Paryżu podyktowała aprobowaną przez pp. Dmowskiego i Benesza umowę z 1 lutego r. z., według której, przez środek pow. cieszyńskiego i frysztackiego, przechodzi linja demarkacyjna. Administracja cywilna miała pozostać według norm umowy z 5 listopada 1918 r.

« Poza wojskową linią demarkacyjną znalazły się 82 gminy polskie, gdzie czesi wprowadzili zarząd i pieniądze czeskie, nie potrafili jednak urządzić administracji, która też w tych gminach chromała. Czesi przeszkadzali starostwom we Frysztaście i Cieszynie oraz sądom we Frysztaście, Cieszynie i Jabłonkowie w wykonywaniu władzy. Często jednak sami starostowie czescy odsyłali interesantów z poza linii demarkacyjnej do sta-

rostw po stronie administracji polskiej. Szkolnictwo aż po dzień dzisiejszy nie ucierpiało. Czasi zaprowadzili tylko wzdłuż linii demarkacyjnej linię celną.

« Międzynarodowa komisja plebiscytowa usunęła linię demarkacyjną, jako wojskową i celną, uznała ją jednak jako linię administracyjną i sądową. Uchwała komisji oddaje w ten sposób 100 000 ludności polskiej pod władzę czeską lub międzynarodową.

« Jak ta uchwała doszła do skutku!

« Międzynarodowa komisja plebiscytowa przyjechała 30 stycznia, wieczorem, już z planem gotowym. Przywiozła z sobą gotowe afisze po polsku i po czesku z zapowiedzią objęcia władzy od 3 lutego.

« 31 stycznia odbyło się pierwsze zebranie komisji, a następnie, w d. 2 b. m., zapadła uchwała, iż linja demarkacyjna ma zatrzymać znaczenie administracyjne i sądowe. Uchwała zapadła w nieobecności jednego z delegatów, który zachorował.

« Gdy czesi nie potrafili urządzić poza linią demarkacyjną własnej administracji i sądownictwa, usiłuje tego dokonać międzynarodowa komisja plebiscytowa.

« Obrady międzysojuszniczej komisji plebiscytowej odbywają się w ten sposób, że, prócz prezesa i sekretarza, nikt nie wie, co ma być ich przedmiotem. Nikt też nie dostaje zawczasu wniosków, które mają być dyskutowane i uchwalane. Sekretarz spisuje tylko uchwały powzięte, lecz nie notuje przebiegu dyskusji.

dują się w złych warunkach higienicznych, mogą stać się więc mimowolnymi krzewicielami chorób...

W rezultacie, wielu z przybywających nie ma uzdolnienia do pracy ciężkiej i, w miarę możliwości, wymyka się do miast większych, na własne ryzyko szukając lepszych zarobków, co, w początkach, przy braku znajomości języka francuskiego, połączone jest z reguły z początkową wielką niedolą.

Należy zauważyć, że zaufanie wielkie do sił i zdolności robotników polskich we Francji narodziło się z wzorowych osad górników polskich, które jednak powstały poniekąd na gruncie ideowym, bo dążyły do ocalenia przed wynarodowieniem w Westfalji. Robotnik osiadał razem z rodziną, zakładał własne ognisko domowe, więc miał wyższość społeczną nad pojedynkami, skazanymi na samotne tułanie się po obczyźnie...

O ile nam wiadomo, wielkie kopalnie a w szczególności te, które, mając szczerze zachowanie dla przymiotów górników polskich, rade by powiększyć ich liczbę i znów zaczynają szukać ich w Westfalji, nie sromając się znaczących wydatków na przejazd z rzeczami całych rodzin, na koszty budowania dworców, zakładania ogrodów ważnych...

Do ciekawego tego przedmiotu powrócimy niebawem, zgromadziwszy bardziej wyczerpujący materiał.

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

W sprawie wysyłki pieniędzy do Polski.

Zwracamy raz jeszcze uwagę wszystkich naszych czytelników, że wysyłki pieniędzy do Polski, za pośrednictwem Banku Związku Spółek Zarobkowych, należy dokonywać wyłącznie przez Banque Française, 17, rue Scribe, Paris. A nadto zawiadamiamy, że do przyszłego numeru POLONII dołączymy nowy wzór deklaracji, którą należy wysłać do Warszawy, po wpłaceniu pieniędzy w Paryżu, do Banque Française.

Dotychczasowe deklaracje są już nie ważne.

Zmiana ta ma na celu uniknięcie wszelkich opóźnień i nieporozumień przy wypłacie pieniędzy w Polsce.

Wszyscy nasi prenumeratorzy, w razie życzenia, będą mogli otrzymać od nas bezpłatnie większą ilość tych deklaracji.

Czynimy obocześnie starania, aby Bank Związku Spółek Zarobkowych wydelegował do Paryża, do Banque Française, swego urzędnika, aby Rodacy nasi mieli wszystkie ułatwienia. Starania te nasze są już na dobrej drodze.

W ten sposób paląca, niesłychanie ważna sprawa uregulowania najstaranniejszego wysyłki pieniędzy do Polski, przyczyniająca tyle zmartwień i kłopotów, zostaje całkowicie rozstrzygnięta.

Marka polska dotąd stale zdradza tendencję poprawienia swego kursu. W tej chwili chwile się między 9 a 11 marek za jednego franka. Do przesyłania pieniędzy przedstawia więc jeszcze kurs bardzo korzystny. Może się to zmienić i zmieni, czego trzeba najgoręcej życzyć, lecz co Rodakom, wysyłającym pieniądze z Francji, da, w przyszłości, daleko mniej marek polskich...

RZECZPOSPOLITA

✱ **Podwyższenie żołdu.** Sejm przychylił się do wniosku komisji skarbowej i uchwalił podwyższkę żołdu wszystkim stopniom wojskowym. Podwyższka ta wynosi prawie całe 100%.

✱ **Syndykat poetów...** Wszystko się u nas w tej chwili syndykuje, wszystko zrzesza... Przyzła więc kolej i na poetów... którzy, w liczbie aż 59 (rety), wybrali swą reprezentację, aby ta reprezentowała « interesy » poetów na przyszłym zjeździe literatów i w przyszłej radzie artystycznej... Poezja więc polska nie na żarty z obłoków twórczych bęcnęła o ziemię zwykłego « zawodowego » rzemiosła. Poetom niezawodnie lepiej się dźbiać będzie, wzamian o wiele gorzej wyjdzie na tem... poezja.

✱ **Błogosławieństwo dla Naczelnika państwa.** Papież przesłał swe błogosławieństwo Naczelnikowi państwa odrębnym pismem, które doręczył ks. kardynał Kakowski.

✱ **Porachunki.** Kilka tygodni temu poruszył opinię fakt nie przyjęcia do Towarzystwa lekarskiego Dr. Kazimierza Dłuskiego.

Kilka dni temu zaś, Senat Wszechnicy warszawskiej nie przyjął na profesora Szymona Askenazego, który wiedzą historyczną wybił się a w pracy pedagogicznej może się poszczycić całym szeregiem uczniów, którzy dziś są pierwszorzędnymi historykami.

✱ **Dyplomacja.** Posłem polskim w Berlinie został p. Ignacy Szebeko. Dotychczasowy poseł polski w Belgradzie, p. E. Piltz, obejmuje poselstwo w Pradze czeskiej.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU

MAZURY A WARMJA

Po zawarciu pokoju w Wersalu, obok sprawy Górnego Ślązka, Spisza i Orawy, wyloniła się równocześnie sprawa plebiscytu na Mazurach pruskich i polskiej części Warmji. Działalność, mającą na celu uświadamianie zniemczonej ludności polskiej na Mazurach, objął powstały w tym celu komitet mazurski w Warszawie; tą samą działalność na Warmji — komitet warmiński. Pomimo, że od szeregu miesięcy pracują obydwa komitety nad przyłączeniem tych ziem do Polski, społeczeństwo polskie nie nauczyło się jeszcze odróżniać ziemi mazurskiej od Warmji, lub też mazurów od warmjaków. Jakkolwiek zarząd tych dzielnic, podczas plebiscytu, objęła, jedna komisja koalicyjna z siedzibą w Olsztynie, jednak między Mazurami a Warmją zachodzą duże różnice.

Najważniejszą jest różnica wyznania. Mazurzy przyjęli bowiem wraz z księciem Albrechtem, w czasie reformacji religijnej w Polsce, protestantyzm, Warmja zaś pozostała katolicką. Zmieniło to wybitnie wygląd i charakter tej ziemi. Podczas, gdy na Mazurach jest większość kościołów ewangelickich, na Warmji spotykamy okazałe kościoły katolickie, liczne męki pańskie i krzyże przydrożne.

Także w historii zachodzi między Warmją a Mazurami znaczna różnica. Mocą pokoju Toruńskiego, w r. 1466, złączyła się Warmja z Rzeczpospolitą i pozostawała przy niej aż do r. 1772. Warmjacy weszli chętnie w stosunki polityczne z Polską, przeżywali te same wypadki, co Polska, a narodowość swą utrwaliili do tego stopnia, że, nawet po upadku Rzeczpospolitej, nie utonęła Warmja w zalewającym ją morzu germanizmu.

Tymczasem Mazury państwowo nie należały do Polski. Od wielu stuleci nie żyły życiem polskim, nie przechodziły wstrząszeń narodowych i nie odczuwały wspólności z macierzą polską. Tem mniej, że dzieliła je od nas różnica wyznania, a inteligencja polska na Mazurach zniemczyła się w krótkim czasie całkowicie.

Tak więc działalność nad uświadomieniem ludu przedstawia się na Mazurach bezwzględnie trudniej, niż w katolickiej Warmji, a komitet mazurski potrzebuje o wiele większego wysiłku i ofiarności społeczeństwa.

Giełda Warszawska podaje ostatnio następujący kurs pieniędzy:

Ruble carskie w pięćsetkach,	178 » — 175 »
Ruble w setkach,	170 » — 171 »
Ruble dumskie w tysiącach,	50 » — 49 »
Ruble dumskie po 250,	43 » — 44 »
Franki francuskie,	11 15 — 11 »
» szwajcarskie,	27 50 — 27 25
Funty angielskie,	525 » — 528 »
Dolary amerykańskie,	157 » — 155 »
Leje rumuńskie,	2 10
Marki niemieckie,	171 » — 170 »

NEKROLOGJA

Ś. p. Władysław Jarkowski, wybitny chemik polski, urodził się w głębokiej Rosji, w r. 1876. Wychowanie średnie otrzymał w wojskowym korpusie kadecim razem ze swym bratem, ś. p. Witoldem, znanym profesorem aeronautyki. Wyższe studia ukończył w petersburskim instytucie technologicznym, a potem udał się zagranicę, pracując w Zurychu i w Sztokholmie u Arheniusa.

Przez szereg lat pracował, jako asystent i docent w instytucie technologicznym. Obecnie był kandydatem do objęcia katedry chemii.

Zawracany w swej drodze z Rosji kilkakrotnie przez bolszewików i odstawiany z powrotem na miejsce, postanowił przedrzeć się pomimo przeszkód do Polski. Piechotą szedł przez śniegi aż do Połocka. W mroźną wietrzną noc przeszedł Dźwinę i stanął przed brzegiem polskim. Złodzieje strasne urwisko niegościnnie przyjęło pielgrzyma. Zmarzłe stopy odmawiały posłuszeństwa.

W tym stanie znalazły Jarkowskiego placówki polskie.

Wyniszczony, z odmrożonymi nogami, mógł nareszcie spocząć. Spoczywając, snił już plany o dalszej pracy dla Polski. Trudy ostatnich lat i tygodni nie przeszły jednak bezkarnie. Przyszła zdradziecka niemoc i zabrała go życiu nazawsze.

+ W Krakowie zmarł znany i popularny w szerokich kołach poeta, Zdzisław Kamiński, z zawodu inżynier-górnik, ostatnio inspektor sanu w Małopolsce.

POLONIA, jako czasopismo idące o własnych siłach, liczbę bezpłatnych egzemplarzy redukuje tylko do egzemplarzy, wysyłanych bibliotekom, czasopismom i przedstawicielom francuskimgo świata politycznego, nikomu innemu wysyłać bezpłatnie numerów nie może i nie będzie.

KRONIKA

◊ **Zwinięcie biur Delegacji Polskiej.**

Z dniem pierwszym kwietnia rozległy biura Delegacji Polskiej kongresowej, mieszczące się w imponującej rezydencji, przy ulicy George V, zostaną skasowane a Delegacja, jako taka, rozwiązana. Pozostanie natomiast przez czas nieodzwonny biuro likwidacyjne tejże Delegacji, którego zadaniem będzie wypracowanie szczegółowego sprawozdania z działalności i prac pomienionej Delegacji. Biuro to mieścić się będzie przy bulwarze St. Germain.

Odkładając omówienie działalności Delegacji Polskiej do czasu ukazania się urzędowego sprawozdania, pozwalamy sobie wyrazić Jej słowa najgłębszego uznania dla ogromu pozytywnej i doniosłej pracy, której dokonała. W biurach Delegacji, w chwili największego napięcia prac kongresowych, pracowały całe zastępy uczonych

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Porady prawne, sprawy przed trybunałami: handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-ej do 11-ej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

RESTAURACJA POLSKA w Paryżu
12, RUE DE L'UNIVERSITÉ

Tómecz. i poprawianie błędów, korespon., przepisywanie na maszynie. Lekcje pol. i franc. 3 bis, rue Emile-Allez.

polskich, polityków, ekonomistów, działaczy społecznych, rysowników, referentów a po dni ostatnie jeszcze poważny personel biurowy znajduje stałe zajęcie. Przez Delegację, można powiedzieć, przesunęli się wszyscy cobybitniejsi mężowie polscy i to wszelkich kierunków politycznych. Jednym z głównych przewodników Delegacji, który po dziś dzień przetrwał na trudnym a pracowitym stanowisku sekretarza generalnego, jest p. Stanisław Kozicki.

Po zwołaniu Delegacji Polskiej, wszystkie oficjalne instytucje polskie zcentralizuje Legacja polska. Pozostanie tylko Polska Misja Wojskowa Zakupów, która stanowi dotąd instytucję całkowicie autonomiczną, zbrojną w potężny wręcz a szalenie kosztowny personel urzędniczy, dokonywający milionowych operacji.

Osobiste.

Państwo Paderewscy, bawili, w drodze do Londynu, w Paryżu. Jak nas doszły wieści, p. Paderewski wyruszył do stolicy Anglii, na konferencję z Lloyd Georgem.

W tych dniach spodziewany jest przyjazd do Paryża p. St. Grabskiego.

Zwracamy uwagę.

Zwracamy uwagę na komunikat nasz, zamieszczony w tekście a dotyczący sprawy wysyłki pieniędzy do kraju.

Prosimy.

Wszystkich przyjaciół POLONII prosimy o łaskawe nadsyłanie nam adresów Rodaków a to celem wysłania im numerów okazowych naszego czasopisma.

Doniosła nowina.

Ministerjum francuskie oświadczyło, w rozwinięciu projektu o poczynieniu ułatwień dla kształcącej się we Francji młodzieży cudzoziemskiej, powzięło myśl przeznaczenia 100.000 franków rocznie na stypendja dla uczącej się we Francji młodzieży polskiej.

Szlachetną tę myśl ministerjum francuskiego witamy z największym uznaniem. W dzisiejszych ciężkich warunkach ekonomicznych kraju, będzie to wielkim dobrodziejstwem, umożliwi bowiem całej rzeszy uboższej młodzieży naszej korzystanie ze źródeł wiedzy francuskiej, zaciśnie węzły łączącej nas z Francją cywilizacji.

Poszukujemy wolontariusza Banacha.

Poszukujemy wolontariusza polskiego, Banacha, dla którego nadchodzi do nas listy i któremu Legja cudzoziemska chce wypłacić należny mu żołd.

Do nabycia w Księgarni « POLONIA »,
3 bis, rue La Bruyère, Paris IX^e.

- 1) Podręcznik do nauki Języka Francuskiego dla Polaków, ułożony przez Iżę Zielińską 3 50 4 »
- 2) Podręcznik do nauki Języka Polskiego dla Francuzów, metoda Batignolska... 4 50 5 »
- 3) Słownik Francusko-Polski i Polsko-Francuski, oprawne razem..... 6 » 6 50
- 4) Mapa Polski w kolorach..... 3 25 3 50
- 5) Książeczki do nabożeństwa po 4 fr. 50 i 7 fr. za sztukę.
- 6) Śpiewnik Polski z nutami..... 4 50 5 »
- 7) « Było to pod Somosierra » powieść hist. W. Gąsiorowskiego..... 3 50 3 80

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILIONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Zatapia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Blizszych informacji udziela Administracja "POLONIA", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.



BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPERATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de Cheques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

HENRYK HUT wielki wybór wyrobów
Kućnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

Optique et Lunetterie Américaine — Watermans & Conklings

AMERICAN BIFOCAL C^o

18, Boulevard des Italiens, PARIS

POLKA poszukuje miejsca do małych dzieci, w Paryżu lub na prowincji; zna doskonale szycie; może przedłożyć poważne referencje. Oferty uprasza się nadsyłać do Administracji « POLONIA » dla p. Kowalskiej.

**KONSULAT POLSKI
W MARSYLJI**

Konsulat Polski w Marsylii (4, boulevard des Chalets de Nice) wzywa wszystkich obywateli polskich, zamieszkałych w departamentach *Bouche-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Vaucluse, Lozère, Ardèche, Gard, Hérault, Aude, Tarn, Haute-Garonne, Ariège, Pyrénées-Orientales, Drôme, Hautes-Alpes, Aveyron, Tarn-et-Garonne, Lot, Corse, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Hautes-Pyrénées Basses-Pyrénées*, znajdujących się w wieku popisowym, to jest urodzonych w latach 1896, 1897, 1898, 1899, 1900 i 1901, aby bezzwłocznie podali Konsulatowi swój adres oraz rok i miejsce urodzenia. Uchylający się od tego obowiązku narażą się na wszelkie, płynące stąd a prawem przewidziane, następstwa.

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART
J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKİ

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MĘZKI
20, B^d Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel **B. BRZESKI**
Fotografie artystyczne i paszportowe

BIENEFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10

**WAŻNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE
W PARYŻU**

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber
Telefon: Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Elysée 19-86; 19-87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa Zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy.
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans, od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon: Trudaine 61-42.

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.